

Inversion de tendance

Les dépenses publiques locales ont ralenti

La diminution des dotations de l'Etat n'y est pas pour rien



© Freepik



Mécomptes publics, François Ecalle

Les comptes des “administrations publiques locales” (APUL) de 2018 en comptabilité nationale sont désormais connus. Les APUL regroupent les collectivités territoriales et leurs groupements, les établissements publics locaux et certains établissements publics nationaux dont l’activité s’exerce sur une partie du territoire, comme les agences de l’eau. Les services publics industriels et commerciaux (distribution d’eau par exemple) n’en font pas partie.

De 1988 à 2013, le rapport des dépenses des APUL au PIB a augmenté de 3,7 points. Le coût des compétences transférées par l’État aux collectivités territoriales dans la deuxième moitié des années 2000 en explique au plus 1,5 point. Au moins 2,2 points relèvent donc de la responsabilité des élus locaux.

“De 1988 à 2013, le rapport des dépenses des APUL au PIB a augmenté de 3,7 points. Le coût des compétences transférées par l’État en explique au plus 1,5 point. Au moins 2,2 points relèvent de la responsabilité des élus locaux”

Ce mouvement de hausse des dépenses publiques locales s'est inversé à partir de 2013 sous la contrainte exercée par la diminution des dotations de l'État (-11 Mds€ entre 2013 et 2017). Le ratio dépenses des APUL/PIB est ainsi revenu de 11,9 % en 2013 à 11,1 % en 2018, soit une baisse de 0,8 point, alors que dans le même temps, le total des dépenses publiques a diminué de seulement 1,2 point de PIB.

En 2018, les dépenses des administrations publiques locales (260 Mds€) ont augmenté de 2,1 %. La croissance de leurs dépenses de fonctionnement a été de seulement 0,9 %, alors qu'elle était encore supérieure à 2,0 % par an au début des années 2010, notamment parce que la progression de la masse salariale a été limitée à 0,7 % (contre plus de 2,0 % encore au début des années 2010). Cette faible croissance des dépenses de personnel tient certes pour partie à des mesures temporaires prises par l'État (gel du point de la fonction publique, report de la réforme des grilles salariales), mais elle est notable.

Dépenses d'investissements en forte hausse

Le taux de croissance des dépenses d'investissement a été en revanche particulièrement élevé (8,5 %, y compris les subventions versées), même si la progression de ces dépenses est souvent forte deux ans avant des élections municipales. Cela pourrait traduire la montée en puissance des dépenses de la société du Grand Paris ou un phénomène de rattrapage des investissements des collectivités locales. Les données déjà disponibles ne permettent pas de faire la part de ces facteurs.

■ "Le taux de croissance des dépenses d'investissement a été en revanche particulièrement élevé"

Grâce à cette modération des dépenses et malgré la baisse des dotations de l'État, les comptes des APUL sont de nouveau excédentaires, certes légèrement (0,1 point de PIB), depuis 2016. La dette des APUL a ainsi pu diminuer, passant de 9,0 % du PIB fin 2016 à 8,7 % (206 Mds€) fin 2018.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalte.

A lire également

[Mécomptes publics - les chroniques de François Ecalte](#)

Publié le 08/05/2019

Catégories :

Economie / Affaires publiques / Mécomptes publics /